



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Frédéric LAFFORGUE, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :
Patricia MIRALLES

Ressources - Institution et répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article 256 de la loi de finances pour 2020 a modifié les règles relatives à la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC). L'article L.5211-28-4 du Code Général des Collectivités Territoriales vient définir les nouvelles règles encadrant l'institution et la répartition de cette dotation dont le montant est fixé par le Conseil de Métropole.

La répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire entre les communes est effectuée selon plusieurs critères :

- L'écart de revenu par habitant de la commune par rapport au revenu moyen par habitant de l'EPCI ;
- L'insuffisance du potentiel fiscal (ou financier) par habitant de la commune par rapport au potentiel fiscal (ou financier) par habitant de l'EPCI.

Ces deux critères sont obligatoires et doivent être pondérés par le poids de la population communale dans la population totale de la Métropole. En outre, ils doivent justifier au moins 35 % de la répartition du montant total de la DSC.

Ces critères obligatoires ont pour objectif d'orienter la dotation de solidarité communautaire vers les communes qui peuvent mobiliser peu de ressources fiscales que ce soit par la situation économique de leurs habitants ou par la faiblesse de leurs bases d'imposition.

D'autres critères peuvent être fixés librement par le Conseil de Métropole. Néanmoins, un critère facultatif ne peut peser davantage que la somme des deux critères obligatoires.

Deux critères facultatifs sont proposés :

- L'écart de la part des logements sociaux de chaque commune par rapport au taux de logements sociaux de l'EPCI. Ce critère est proposé à hauteur de 20 % dans l'attribution de la DSC ;
- L'écart de la part de la population âgée de 3 à 16 ans par rapport au poids de cette population jeune sur l'EPCI. Ce critère est proposé à hauteur de 10 % dans l'attribution de la DSC.

En conséquence, la pondération proposée se décline comme suit :

- Potentiel financier par habitant : 35%
- Revenu moyen par habitant : 35 %
- Poids des logements sociaux : 20 %
- Poids de la population âgée de 3 à 16 ans : 10 %

L'ensemble des données utilisées pour le calcul de la répartition sont issues des fiches DGF de l'année N fournies par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

La répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire selon les critères proposés ci-dessus s'effectuera chaque année sur le produit inscrit au budget.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'instituer une Dotation de Solidarité Communautaire et d'en fixer son montant à 1 000 000 € au titre de la DSC 2020 ;
- d'adopter les critères de répartition définis ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-149036-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.